

Lutte contre la pauvreté en France : quelles options ?



Les récents choix du gouvernement en matière de lutte contre la pauvreté suscitent beaucoup de débats. Plusieurs réformes récentes, comme celle du décret du 30 mai 2025 qui renforce les sanctions pour les allocataires du RSA, ou encore l'absence de vraie réforme des bourses étudiantes malgré la hausse de la précarité, sont accusées de fragiliser encore plus celles et ceux qui sont déjà en difficulté. Alors que le gouvernement dit vouloir encourager le retour à l'emploi et mieux accompagner la jeunesse, de nombreux économistes, associations, syndicats et même des responsables internationaux estiment au contraire que ces mesures risquent d'aggraver la pauvreté, de décourager les bénéficiaires des aides et de creuser les inégalités.

Trois tribunes publiées dans *Le Monde* le 11 novembre et le 22 octobre 2025 illustrent bien ces tensions. L'économiste Guillaume ALLEGRE dénonce des sanctions disproportionnées qui peuvent éloigner encore plus les personnes pauvres du marché du travail ; quarante vice-présidents étudiants alertent sur la baisse du nombre de boursiers alors que la précarité étudiante explose ; enfin, Olivier DE SCHUTTER, rapporteur de l'ONU sur l'extrême pauvreté, critique une politique sociale qui contrôle plus qu'elle ne protège, et qui renforce l'insécurité économique.

Dans sa tribune publiée dans *Le Monde* le 11 novembre 2025, Guillaume ALLEGRE critique vivement le nouveau décret qui renforce les sanctions contre les allocataires du RSA. Selon lui, loin de favoriser l'insertion, ces mesures risquent surtout de plonger encore plus de personnes dans la pauvreté. Le décret du 30 mai 2025 prévoit que le RSA peut être suspendu de 30 % à 100 % pendant un ou deux mois si le bénéficiaire manque à ses obligations, notamment les quinze heures d'activité d'insertion par semaine. En cas de récidive, la sanction peut aller jusqu'à quatre mois, voire se transformer en radiation totale. Pour le gouvernement, l'objectif est d'encourager les allocataires à reprendre le chemin de l'emploi en les « remobilisant ». Guillaume ALLEGRE adopte un ton assez clair et parfois même un peu sec pour dénoncer ce qu'il considère comme une mauvaise interprétation du débat. Dès le début, il rappelle que beaucoup d'idées circulent, mais que certaines sont exagérées ou utilisées d'une manière qui fausse totalement la discussion. Pour lui, le problème ne vient pas seulement du sujet lui-même, mais surtout de la façon dont certaines personnes le présentent dans les médias ou dans le débat public. Un des points importants qu'il souligne, c'est que les arguments doivent reposer sur des faits, pas sur des impressions ou des phrases sorties de leur contexte. Il explique

que, si on ne fait pas attention, on peut vite se laisser influencer par des discours très alarmistes ou très simplifiés. Pour ALLEGRE, cela ne fait qu'ajouter de la confusion et empêche de comprendre réellement les enjeux. Il insiste donc sur la nécessité de revenir à des données précises, à des analyses sérieuses, et surtout d'éviter les conclusions trop rapides.

Guillaume ALLEGRE critique aussi la manière dont certains acteurs utilisent le débat pour servir leurs propres intérêts politiques ou médiatiques. Selon lui, ce n'est pas le rôle d'une tribune d'alimenter des polémiques inutiles, mais plutôt d'apporter un éclairage clair, honnête et nuancé. Il montre que certaines positions sont construites uniquement pour créer du buzz ou renforcer une opinion déjà existante, sans jamais chercher à vérifier si elles sont vraiment fondées. Ce qui ressort de sa tribune, c'est qu'il appelle à faire preuve de prudence et de rigueur. Pour lui, ce n'est pas parce qu'une idée choque ou fait beaucoup parler d'elle qu'elle est forcément vraie. Il veut remettre de l'ordre dans le débat, rappeler ce qui est démontré et ce qui ne l'est pas. Il met donc en avant une approche plus calme, presque pédagogique, pour essayer de reconstruire une discussion plus sérieuse et moins influencée par les émotions. Enfin, ALLEGRE fait comprendre qu'avant de s'attaquer aux autres tribunes ou aux autres points de vue, il faut déjà rétablir les bases : qu'est-ce qu'on sait ? Qu'est-ce qu'on ne sait pas encore ? Et comment en parler sans déformer les faits ? Sa tribune sert donc un peu de mise au point, comme s'il voulait dire : « Arrêtons de nous énerver pour rien, et regardons les choses clairement. »

La deuxième tribune également publiée dans *Le Monde* le 11 novembre 2025 analyse pour sa part la situation des étudiants en France et montre qu'elle se dégrade alors même que le nombre d'étudiants boursiers diminue. Ses auteurs sont des vice-présidents étudiants de plusieurs universités et ils dénoncent surtout le fait que la réforme des bourses, qui a été promise plusieurs fois par le gouvernement, n'arrive jamais vraiment. On voit aussi que le budget pour la vie étudiante baisse, ce qui est un peu contradictoire avec les discours officiels qui parlent d'égalité des chances et de soutien à la jeunesse. Le texte insiste sur la précarité étudiante qui augmente : le coût de la vie est plus élevé, les loyers sont chers, certains étudiants renoncent à aller chez le médecin ou à bien se nourrir parce qu'ils n'ont pas assez d'argent. Beaucoup sont obligés de travailler à côté de leurs études, parfois beaucoup d'heures par semaine, ce qui les fatigue et les empêche de bien suivre les cours. Au lieu d'être concentrés sur leurs études, ils doivent penser à comment payer le loyer ou les courses. Les étudiants issus des classes moyennes sont particulièrement mis en avant. Ils ne sont « pas assez pauvres » pour avoir droit à une bourse, mais en réalité leurs familles ne peuvent pas toujours assumer toutes les dépenses. À cause des effets de seuil, une petite différence de revenus peut bloquer l'accès à une bourse, ce qui crée un sentiment d'injustice. C'est pour cela qu'on voit de plus en plus d'étudiants, parfois non boursiers, aller vers des associations d'aide alimentaire ou des distributions solidaires. À la fin, les auteurs veulent faire passer l'idée qu'aider les étudiants, ce n'est pas juste un coût pour l'État mais un investissement pour l'avenir du pays. Selon eux, on ne devrait pas choisir entre financer la recherche et financer la jeunesse, parce que les deux vont ensemble. Mais à chaque débat budgétaire, la vraie réforme des bourses est repoussée, alors que la précarité, elle, continue d'augmenter, ce qui rend la situation de plus en plus urgente. Si la première tribune met surtout en lumière la précarité étudiante et les limites du système de bourses devenu insuffisant, la deuxième, elle, élargit la perspective.

Enfin, Olivier DE SCHUTTER décrit dans sa tribune publiée le 22 octobre 2025 l'évolution récente de l'État-providence et montre comment elle contribue à fragiliser les personnes en situation de pauvreté. Il rappelle l'analyse de Karl Polanyi, selon laquelle l'absence de protections sociales en période de crise économique peut conduire à une montée des mouvements autoritaires, car les populations cherchent des responsables à leur situation. Depuis les années 1980, les systèmes sociaux ont progressivement abandonné une logique fondée sur des droits garantis. Les aides sont devenues conditionnelles et souvent perçues comme un coût à réduire. La réforme du RSA, qui impose désormais quinze heures d'activité hebdomadaire pour toucher l'allocation, illustre cette transformation. Selon DE SCHUTTER, une telle mesure risque d'augmenter le non-recours aux aides et pourrait s'apparenter, dans certains cas, à du travail forcé.

Il souligne également que la généralisation des démarches numériques rend l'accès aux prestations plus difficile pour certaines personnes. Les contrôles automatisés touchent de manière disproportionnée des familles monoparentales et des personnes handicapées, entraînant parfois des sanctions qui aggravent leur situation. Ces pratiques renforcent le sentiment d'humiliation et d'insécurité. Dans un contexte où les inégalités se creusent, cette stigmatisation fragilise aussi les classes moyennes, qui redoutent le déclassement. Elle alimente des oppositions entre groupes sociaux et favorise les discours de l'extrême droite, qui désignent des catégories entières comme responsables de l'insécurité économique. Pour inverser cette dynamique, Olivier DE SCHUTTER appelle à réaffirmer le principe d'universalité de la protection sociale et à réduire les écarts entre territoires. Selon lui, seule une lutte réelle contre la pauvreté, et non contre les pauvres, peut freiner la progression des mouvements populistes.

Finalement, ces trois tribunes montrent bien que les réformes actuelles du gouvernement en matière de lutte contre la pauvreté et de soutien à la jeunesse posent plus de questions qu'elles n'apportent de réponses. Guillaume ALLEGRE met en avant les dangers d'un système de sanctions trop sévères qui risque surtout de fragiliser encore davantage les personnes déjà en difficulté. Les vice-présidents étudiants, eux, rappellent que la précarité étudiante continue d'augmenter alors même que les bourses stagnent ou diminuent, laissant toute une partie de la jeunesse dans une situation très précaire. Enfin, Olivier DE SCHUTTER replace ces problèmes dans un cadre plus large : selon lui, la transformation de l'État-providence et la montée des contrôles renforcent l'insécurité sociale et poussent une partie de la population vers la défiance et le rejet. Même si ces tribunes ne disent pas toutes la même chose, elles ont un point commun : elles alertent sur les effets réels des politiques actuelles et montrent que, derrière les discours officiels, beaucoup de personnes risquent de se retrouver encore plus vulnérables. Elles rappellent aussi que la lutte contre la pauvreté ne peut pas se résumer à des sanctions ou à des obligations, mais nécessite de véritables moyens, une protection sociale accessible et un accompagnement qui respecte la dignité de chacun.

Anthéa LOMBARD et Rose MATHIEU (Terminale 2 et 3), le 1^{er} décembre 2025